

Déclaration préalable CHSCT Police du Rhône du 13 décembre 2017

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les représentants de l'administration,
Mesdames et messieurs les représentants du personnel,
Cher(e)s collègues,

Alors que notre administration nous demande de réfléchir sur la mise en place d'une Police de la Sécurité du Quotidien, énième tentative de requalification de ce qu'est le travail du policier depuis des décennies, il importe d'aborder dans cette instance la sécurité du quotidien de nos collègues.

De cette sécurité du quotidien, il en est question quand on met à leur disposition des véhicules inadaptés pour effectuer leurs missions. En effet, les véhicules sont aujourd'hui de facto souvent en surcharge compte tenu du poids des nouveaux matériels embarqués et dotés d'un freinage déficient dû à la réalité des conditions d'emploi.

De cette sécurité du quotidien, il en est encore question quand l'absence d'« étui-cuisse » pose problème notamment avec le port du gilet lourd et que le DGPN pose une interdiction comme une fin de non-recevoir en réponse à l'évocation de ce constat opérationnel largement partagé. Là où la gendarmerie nationale, la police municipale, et nous semble-t-il les services des douanes ont fait le choix pragmatique et unanime de « l'étui-cuisse », l'institution la plus exposée voit son dialogue social enkysté dans une gestion à la petite semaine et souvent déconnectée des enseignements du terrain.

ALLIANCE POLICE NATIONALE et ses partenaires souhaitent encore une fois que des diagnostics globaux et transparents soient effectués comme par exemple sur le parc de véhicules dédié à la sécurité publique hors services spécialisés. Il faut à tout prix sortir d'une gestion au coup par coup des problématiques rencontrées au sein de notre institution et d'une tendance à recourir à la caricature ou à la sanction ciblée pour les évacuer.

Le seul chemin possible c'est celui d'un dialogue social responsable affrontant la réalité des difficultés rencontrées, seul vecteur d'apaisement, et à même de reconstruire un rapport de confiance faisant défaut au sein de notre institution. Le nombre de suicides encore dramatiquement élevé cette année nous oblige s'il en était nécessaire, à nous recentrer dans le quotidien du policier loin du confort des postures ou de la facilité des raccourcis.

Le bon sens et le pragmatisme doivent prévaloir.

Nous vous remercions de bien vouloir annexer la présente déclaration au procès-verbal de cette séance.